

SOMMAIRE

0	Note de synthèse-----	3 - 5
0 - 1	Opinion sur les marchés publics et les DRP	
0 - 2	Opinion sur les commissions des marchés et cellules de passation	
1	Présentation-----	6 - 9
1 - 1	Textes de base	
1 - 2	Missions	
2	Les marchés-----	10
2-1	Plan de passation des marchés	
2-2	Population des marchés	
2-3	Population DRP	
2-4	Echantillon DRP	
3	Vérification des DRP-----	11
4	Conclusion -----	12
5	Fiche analytique : Constats et recommandations-----	13 - 14
6	Annexes :	
Annexe 1	: Appel d'offres ouvert (AOO) -----	15
Annexe 2	: Appel d'offres restreint (AOR) -----	16
Annexe 3	: Marches de prestations intellectuelles-----	17
Annexe 4	: Demandes de renseignements et de prix (drp) 1-----	18 - 19

Annexe 4 : Demande de renseignements et de prix (drp) 2-----	20 - 21
Annexe 4 : Demande de renseignements et de prix (DRP) 3-----	22 - 23
Annexe 4 : Demande de renseignements et de prix (DRP) 4-----	24 - 25
Annexe 4 : Demande de renseignements et de prix (DRP) 5-----	26 - 27
Annexe 4 : Demande de renseignements et de prix (DRP) 6-----	28 - 29
Annexe 4 : Demande de renseignements et de prix (DRP) 7-----	30 - 31
Annexe 5 : Marchés passés par entente directe (ED) -----	32
Annexe 6 : Qualité, transparence et efficacité des opérations de passation de marchés-----	33 - 35
Annexe 7 : Organisation institutionnelle-----	36
Annexe 8 : Liste des personnes rencontrées ANACS-----	37

O - NOTE DE SYNTHÈSE

O-1 OPINION

Nous avons procédé à l'audit des marchés et des demandes de renseignement et de prix (DRP) de l'ANACS financés par les ressources internes du budget de l'Etat de la gestion 2008.

Nous avons pour mission de formuler une opinion sur les conditions de passation et d'exécution de ces marchés et DRP, à la lumière de nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes de la Fédération Internationale des Comptables (International Federation of Accountants/ IFAC).

Ces normes imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les marchés et DRP ont été passés de façon transparente et régulière.

Un audit implique la vérification par sondage de pièces justificatives des montants relatifs aux marchés et demande de renseignements et de prix (DRP).

Nos travaux ont comporté, entre autres, les diligences suivantes :

- ✓ Des entretiens avec la Direction générale et les responsables des services ;
- ✓ L'examen des textes portant création et fonctionnement de l'Autorité contractante ;
- ✓ L'analyse de l'organisation et des procédures ;
- ✓ La revue des budgets et des plans de passation des marchés ;
- ✓ L'examen des actes relatifs à la commission des marchés et à la cellule de passation ;
- ✓ La vérification des marchés et des demandes de renseignements et de prix ;
- ✓ Des inspections physiques.

Nous sommes d'avis que notre audit constitue une base raisonnable pour notre opinion.

Au cours de la période sous revue, le montant des DRP passées par l'ANACS s'élève à 10 839 062.

Au terme de nos travaux, il convient de signaler les réserves et limitations objet des développements ci-après :

A - RESERVES

- ✓ Les dispositions du décret 2002-550 ont été appliquées aux procédures de passation des marchés en 2008.
- ✓ l'avis général des marchés n'est pas publié ;
- ✓ La commission des marchés de 2007 a été reconduite en 2008. Aussi, convient-il de préciser que les structures administratives de l'Etat non dotées de la personnalité morale ne peuvent, en vertu du nouveau code des marchés, disposer de commission de marché propre que pour les activités dont la responsabilité de la passation des marchés y relatifs leur est spécifiquement conférée par actes réglementaires, telle que la maîtrise d'ouvrage déléguée, pour des activités précises ;

- ✓ Un manque de formation des agents au nouveau code ;
- ✓ L'exclusion du champ de passation des marchés des frais de formation pour un montant total de 183 946 672 des agents bien qu'ils soient assimilables à des fournitures de prestations intellectuelles ;
- ✓ La comptabilité matière n'est pas tenue ;
- ✓ La TVA n'est ni précomptée ni reversée.

B-LIMITATIONS A NOS TRAVAUX.

- ✓ La décision portant nomination des membres de la commission n'a pas été mise à notre disposition ;
- ✓ Non réception des pièces justificatives des frais de formation pour apprécier entre autres, les montants, les agents bénéficiaires et les écoles ciblées.

En raison des réserves et limitations évoquées ci-avant, notre opinion est que l'ANACS n'a pas respecté les dispositions du code des marchés publics au titre de la gestion 2008.

Mamina CAMARA

O-2 OPINION SUR LES COMMISSIONS DES MARCHES ET CELLULES DE PASSATION

La commission interne des marchés de 2007 a été reconduite en 2008 selon les responsables. En outre, la note de service instituant cette commission n'a pas été mise à notre disposition. Il faut noter que ladite commission n'est pas conforme à la réglementation. En effet, l'ANACS étant un service administratif non doté de la personnalité morale, ne peut disposer en vertu du code des marchés publics, de ses propres commissions et cellules de passation des marchés que par acte réglementaire pour des activités dont la maîtrise d'ouvrage déléguée lui a été confiée.

En raison des manquements soulevés ci-avant, notre opinion est que les dispositions du code des marchés relatives à la commission des marchés et à la cellule de passation n'ont pas été respectées.

Mamina CAMARA

I- PRESENTATION

1-1 TEXTES DE BASE

L'Agence Nationale de l'Aviation civile du Sénégal (ANACS) a vu le jour le 10 Décembre 2002 à la faveur de la restructuration du secteur de l'aviation civile et de la loi N° 2002-31 du 12 décembre 2002 portant code de l'aviation civile.

Le décret N° 2003-384 du 2 mai 2003 fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ANACS. Selon les dispositions dudit décret, l'Agence est un service administratif de l'Etat placé sous l'autorité hiérarchique du Ministre chargé de l'aviation civile, dotée d'une autonomie de gestion.

1-2 MISSIONS

L'Agence nationale de l'Aviation civile du Sénégal (ANACS) est chargée :

- De gérer et contrôler la réglementation des activités de l'aviation civile du Sénégal ;
- d'exécuter la politique de l'Etat en Matière d'aviation civile ;
- De veiller à la promotion de l'aviation civile au Sénégal ;
- de négocier des accords internationaux dans le cadre des habilitations et mandats spéciaux conférés par l'Etat ;
- d'élaborer une réglementation technique de l'aviation conformément aux normes d'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies en matière d'aviation civile et transport aérien en application des orientations prioritaires nationales ;
- de contrôler l'application de la réglementation nationale en vigueur et des conventions internationales signées et ratifiées par le Sénégal ;
- de contrôler la sûreté et superviser la sécurité de l'aviation civile ;
- de gérer le Portefeuille des droits de trafics issus des accords aériens signés par l'Etat du Sénégal ;
- de coordonner et superviser l'ensemble des activités aéronautiques et aéroportuaires et d'effectuer un suivi de l'activité de l'organisation internationale et régionale intervenant dans le domaine de l'aviation

civile ainsi que le suivi de la gestion du patrimoine foncier de l'Etat affecté à l'aviation civile ;

- de suivre les engagements de l'Etat en matière d'aviation civile.

L'Anacs comprend 2 organes :

- Le conseil de l'aviation civile
- La direction générale

1. Le Conseil de l'aviation Civile

- Oriente les activités de l'ANACS ;
- Approuve les documents suivants soumis à son appréciation :
 - L'organigramme
 - Le Programme d'activités
 - Le budget
 - Les comptes financiers
 - Les rapports d'activités
 - Le manuel de procédures

Il est composé de douze membres et se réunit en session ordinaire au moins deux (2) fois par an, sur convocation de son Président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur simple convocation du Président ou à la demande d'un tiers au moins de ses membres.

2. La direction générale

L'ANACS est dirigée par un directeur général nommé par décret sur proposition du Ministre chargé de l'aviation civile.

Le DG est investi du pouvoir de décision nécessaire à la bonne marche de l'Agence et notamment :

- De représenter dans tous les actes de la vie civile ;
- De préparer le budget dont il est ordonnateur, les programmes d'actions, les rapports d'activités ainsi que les états financiers qu'il soumet au conseil de l'aviation civile pour examen et adoption ;
- De recruter, nommer, noter, licencier les membres du personnel conformément à la réglementation en vigueur.
- De préparer, à la demande du président du conseil, l'ordre du jour des différentes sessions du conseil de l'aviation civile ainsi que les convocations y afférentes.
- D'accomplir ou autoriser tout acte et opération relatifs à l'objet de l'Agence dans le respect des décisions du conseil de l'aviation civile.

La structure organisationnelle de l'ANACS, en vigueur au cours de la période sous revue, reposait sur une Direction Générale et quatre directions opérationnelles et fonctionnelles :

- ☞ La direction de la navigation aérienne ;
- ☞ La direction du transport aérien ;
- ☞ La direction des inspections techniques ;
- ☞ La direction des ressources humaines.

A noter, l'absence d'une direction comptable et financière.

Et un ensemble de services supports :

- Service Financier et Comptable,
- Informatique, Documentation, Logistique,
- Planification et Stratégie,
- Affaires Internationales etc...)

et de contrôle (audit/contrôle de gestion).

La commission des marchés de 2007 a été reconduite en 2008 selon les responsables.

NB : L'ANACS étant un service administratif de l'Etat sous tutelle du Ministre chargé de l'aviation civile ne peut, en vertu du nouveau code des marchés, disposer de commission de marché propre que pour les activités dont la responsabilité de la passation des marchés y relatifs lui est spécifiquement conférée par actes réglementaires telle que la maîtrise d'ouvrage déléguée, pour des activités précises. Toutes leurs autres activités de passation de marchés relèvent des commissions des marchés de leurs tutelles. CF article 2-c arrêté n°011 588 du 28/12/2007.

L'ANACS dispose d'un manuel des procédures conçu en 2005 et articulé autour des principaux cycles ci-après :

- ☞ Cycle gestion budgétaire,
- ☞ Cycle ressources-redevances ;
- ☞ Cycle procédures d'acquisition ;
- ☞ Cycle gestion des stocks ;
- ☞ Cycle gestion des immobilisations ;
- ☞ Cycle trésorerie.

Les seuils et méthodes de passation prévus par le manuel et non actualisés sont les suivants :

- Appel d'offres : marchés supérieurs à 30 000 000 F CFA ;
- DRP : montant inférieur à 30 000 000 F CFA mais supérieur à 3 000 000 F CFA ;
- Commande directe : montant inférieur à 3 000 000 F CFA.

Par contre, Les seuils prévus par le nouveau décret 2007- 545 portant CMP pour l'ANACS en tant que service administratif de l'Etat placé sous l'autorité hiérarchique du Ministre sont ainsi détaillés :

- 25 000 000 F CFA pour les marchés de travaux ;

- 15 000 000 F CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 F CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

La comptabilité de l'Agence est tenue en conformité avec le SYSCOA. Cette situation constitue une contravention aux règles de comptabilité applicables aux structures publiques non dotées de la personnalité morale.

EFFECTIF AU 31/12/2008

L'ANACS comptait un effectif de 77 agents au 31/12/2008.

BUDGET 2008

Le budget de l'ANACS est arrêté en ressources et emplois, à la somme de (3 524 697 290) francs CFA. Il est réparti comme suit :

- Investissement : 499 390 045
- Fonctionnement : 3 025 307 245 (dont 25,21% de charges de personnel).

Le rapport d'exécution budgétaire du premier semestre a été produit.

Cependant, le rapport d'exécution définitif au 31/12/2008 n'a pas encore été élaboré. Toutefois, un rapport d'exécution budgétaire provisoire au 31/12/2008 non encore validé par le Conseil de l'Aviation a été produit aussi bien pour le fonctionnement que pour l'investissement avec des taux de réalisation respectifs de 62% et 55,89%.

II LES MARCHES

II-1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Un plan de passation englobant les marchés sur financement interne qu'externe (bailleurs) a été produit et diffusé sur le portail de la DCMF.

L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié.

II-2 POPULATION DES MARCHES

Aucun marché n'a été initié sur fonds internes au cours de l'exercice 2008.

Les marchés sur financement externes suivent les procédures édictées par les partenaires au développement, principalement la Banque Mondiale.

II-3 POPULATION DRP

Nous avons obtenu communication d'une liste de douze (12) DRP pour un montant global 14 815 562 F CFA ; nous l'avons par la suite ramenée à sept (7) pour une valeur de 10 839 062 F CFA en raison de l'exclusion de cinq DRP qui étaient déjà engagées en 2007.(liste en annexe).

NB : cette liste n'est pas exhaustive, situation qui résulte principalement de l'absence de la cellule de passation des marchés dont l'archivage des dossiers fait partie intégrante de ses attributions, entre autres.

L'exclusion des frais de formation des agents de l'ANACS de notre champ d'investigation, bien que des dépenses s'élevant à 183 946 672 F CFA y soient enregistrées, a toutefois attiré notre attention dans la mesure où on pourrait les assimiler à des marchés de prestations intellectuelles.

Ces dépenses pour des raisons spécifiques (sécurité, sûreté) selon les responsables de l'agence ne sont pas soumises à des procédures de consultation ou d'appel à la concurrence.

II-4 ECHANTILLON DRP

Notre échantillon est constitué de la population des sept (7) DRP.

III VERIFICATION DES DRP

Nous avons procédé à la vérification de la conformité des DRP, pour l'échantillon sélectionné, au respect des procédures du nouveau CMP en matière de DRP.

Nous avons constaté qu'en 2008, les dispositions du CMP découlant du décret 2002-550 et reprises dans le manuel des procédures conçu en 2005 ont été appliquées aux DRP établies à l'ANACS.

Aussi convient-il de souligner que les DRP qui nous ont été transmises sont en réalité des achats directs en raison de l'application du décret précité. Par conséquent, la vérification de la conformité de la plupart des étapes de la procédure de passation des DRP contenues dans le nouveau CMP (publicité, appel à candidature, analyse offres, PV attribution etc...) devient sans objet.

NB : Compte tenu des montants faibles de l'ensemble des DRP, l'ANACS pouvait appliquer la mesure dérogatoire aux procédures de DRP prévues par l'article 77 alinéa 3 du code des marchés relativement aux dépenses pouvant donner lieu de règlement sur mémoires ou factures.

Cette pratique suppose en amont l'agrément des fournisseurs sur la base, entre autres, de :

- ☞ Leur surface financière ;
- ☞ Leurs capacités techniques ;
- ☞ La compétitivité des prix ;
- ☞ Leur crédibilité et leur capacité à respecter leur engagement.

IV CONCLUSIONS :

La revue de l'organisation et des DRP appelle les observations suivantes :

Au plan institutionnel, le décret N° 2003-384 du 2 mai 2003 qui fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ANACS dispose que l'Agence est un service administratif de l'Etat placé sous l'autorité hiérarchique du Ministre chargé de l'aviation civile et doté de l'autonomie de gestion. Aussi, La comptabilité de l'agence est tenue en conformité avec le SYSCOA.

Cette situation hybride pose énormément des problèmes de compréhension et d'interprétation. C'est pourquoi, la Loi d'orientation sur les agences d'exécution a été prise en ce sens : Il s'agit de la Loi 2009-20 du 4 Mai 2009.

L'analyse des procédures de passation et d'exécution des DRP en conformité avec le nouveau code des marchés a permis de faire les constats suivants :

- ☞ Les dispositions du décret 2002-550 ont été appliquées aux procédures de passations des marchés en 2008.
- ☞ l'avis général des marchés n'est pas publié ;
- ☞ La commission des marchés de 2007 a été reconduite en 2008. Aussi, convient-il de préciser que les structures administratives de l'Etat non dotées de la personnalité morale ne peuvent, en vertu du nouveau code des marchés, disposer de commission de marché propre que pour les activités dont la responsabilité de la passation des marchés y relatifs leur est spécifiquement conférée par actes réglementaires, telle que la maîtrise d'ouvrage déléguée, pour des activités précises ;
- ✓ Un manque de formation des agents au nouveau code ;
- ✓ L'exclusion du champ de passation des frais de formation pour un montant total de 183 946 672 des agents bien qu'ils soient assimilables à des fournitures de prestations intellectuelles ;
- ✓ La comptabilité matière n'est pas tenue ;
- ✓ La TVA n'est ni précomptée ni reversée.

NB : nous avons opéré nonobstant l'inexistence d'une comptabilité matières à des inspections de quelques équipements (2 photocopieuses du service logistique ; l'ordinateur du Chargé de la paie ; 2 imprimantes multi fonction acquises en 2008 sur la base des informations tirées des demandes d'achat où l'identité des bénéficiaires est indiquée et en compagnie de deux agents du Service Informatique Documentation et Logistique.

V- FICHE ANALYTIQUE :CONSTATS/RECOMMANDATIONS

Les faiblesses soulevées ci-avant appellent les recommandations suivantes, qui prennent en compte la loi n° 2009-20 du 04 mai 2009 relative aux agences :

FICHE ANALYTIQUE

Constats	Recommandations
DRP	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les dispositions du décret 2002-550 sont appliquées en matière de passation des marchés en lieu et place du décret 2007-545 ; ✓ La cellule de passation des marchés n'a pas été créée ; ✓ La note de service instituant la commission des marchés n'est pas produite ; ✓ L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié en 2008 ; ✓ Le plan de passation de l'année 2008 a été diffusé sur le portail de la DCMP mais il n'a pas respecté le canevas défini par l'ARMP (absence mentions source financement, date prévue lancement procédure sélection, date prévue réalisation contrat etc...) ; ✓ Les agents de l'ANACS n'ont pas été formés au nouveau code des marchés ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ actualiser le manuel des procédures en tenant compte de l'organigramme en vigueur validé par le Conseil, des dispositions du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics, de la loi n° 2009-20 du 04 mai 2009 relative aux agences ainsi qu'au décret 2009-522 du 4 juin 2009 pris en application de ladite loi ; ✓ Mettre en place la cellule de passation des marchés par acte réglementaire ; <ul style="list-style-type: none"> ✓ Instituer une commission des marchés ; ✓ Procéder à la publication régulière de l'avis général de passation des marchés ; ✓ Respecter le canevas défini par l'ARMP pour le plan de passation des marchés ; ✓ former tous les intervenants dans la chaîne d'engagement des dépenses aux dispositions du nouveau Code des Marchés publics ;

<ul style="list-style-type: none">✓ La comptabilité matière n'est pas tenue ;✓ non précompte de la TVA sur les paiements opérés au niveau de l'ANACS. Ce qui peut exposer la structure à des risques de redressement.	<ul style="list-style-type: none">✓ Mettre en place une comptabilité des matières conformément au décret n° 81-844 du 20 Aout 1981 modifié et complété par le décret N° 2007-434 et solliciter au besoin un appui de la DMTA en vue d'une formation.✓ Le SFC doit précompter la TVA et veiller à son reversement à bonne date conformément aux dispositions de l'article 308 du CGI.
--	---

ANNEXE 1 : APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)

NEANT

ANNEXE 2 : APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR)

NEANT

ANNEXE 3 : MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

NEANT

ANNEXE 4 : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) 1

Points de vérification

Références de la DRP (Nom/N°/Date) : néant

Objet de la DRP : Fourniture et pose de fauteuil ministre/serrure de sécurité.

Montant de la DRP : 615 960

Références du titulaire : GIE SENEGAL MULTI SERVICES , 68 av Malick SY x
Belfort, Tél/fax : 33 842 57 57

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation des Marchés	
2	Publicité	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
6	Procédure d'ouverture des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable

	Documents contractuels	Un bon de commande datant du 06/05/08 a été produit. Délai de livraison non mentionné sur bon de commande Pas de contrat : seule facture définitive exigée.	2
9	Exécution du contrat	Oui. Existence d'un bordereau de livraison et d'un PV de réception	2
10	Paielements	La facture du 07/05/2008 a été payée par chèque n° 8067427 le 08/05/2008.	1
11	Compétitivité des prix	-	
12	Recours et litiges	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
13	Vérification de l'exécution physique	La vérification n'a pas été effectuée car l'emplacement était fermé.	Non applicable
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution de la DRP	Violations constatées lors de la passation : sans objet les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées. Par contre : constat du défaut précompte TVA lors du paiement et non tenue comptabilité matières	Non applicable
15	Conclusion	Globalement, la procédure de passation de la DRP n'est pas conforme aux dispositions du décret 2007-547. Le seul élément à déplorer au niveau de l'exécution étant le non précompte de la TVA.	Procédures DRP prévues par le décret 2007-545 non appliquées

ANNEXE 4 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) 2

Points de vérification

Références de la DRP (Nom/N°/Date) : néant

Objet de la DRP : achat deux imprimantes.

Montant de la DRP : 951 670

Références du titulaire : TOURE EQUIPEMENTS, 80 av Blaise Diagne x rue 5, BP 28349 Dakar médina, Tel : 33 823 90 16, Fax 33 842 92 04

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation des Marchés	
2	Publicité	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
6	Procédure d'ouverture des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable

8	Documents contractuels	Un bon de commande n°003 du 11/07/2008 avec absence mention délai livraison ; Pour le contrat : sans objet, seule facture définitive exigée pour les achats directs.	2
9	Exécution du contrat	Existence d'un bordereau de livraison et absence d'un PV de réception	2
10	Paielements	La facture du 12/07/08 a été payée par chèque n°8067508 du 30/07/08.	1
11	Compétitivité des prix	-	
12	Recours et litiges	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
13	Vérification de l'exécution physique	La vérification a été effectuée.	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution de la DRP	Violations constatées lors de la passation : sans objet ; les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées. Par contre : constat du défaut précompte TVA lors du paiement ; non production PV réception et non tenue comptabilité matière	Non applicable
15	Conclusion	Globalement, la procédure de passation de la DRP n'est pas conforme aux dispositions du décret 2007-547. Nous avons dénoté au niveau de l'exécution les points suivants : Non précompte TVA sur facture ; Non production PV de réception et absence tenue comptabilité matière.	Procédures DRP prévues par le décret 2007-545 non appliquées

ANNEXE 4 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) 3

Points de vérification

Références de la DRP (Nom/N°/Date) : néant

Objet de la DRP : achat d'un ordinateur portable

Montant de la DRP : 830 000

Références du titulaire : SELF, 11 unité 1 PA, BP 10 178 Dakar Liberté, Tél : 77 634 17 57

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation des Marchés.	
2	Publicité	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
6	Procédure d'ouverture des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable

	Documents contractuels	Un bon de commande n° 017 du 11/03/2008 avec absence mention délai livraison ; Pour le contrat : sans objet : seule facture définitive exigée	2
9	Exécution du contrat	existence d'un bordereau de livraison et d'un PV de réception	1
10	Paielements	La facture du 31/03/08 a été payée par chèque n° 8067373 du 09/04/08.	1
11	Compétitivité des prix	-	
12	Recours et litiges	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
13	Vérification de l'exécution physique	La vérification n'a pas été effectuée car la personne bénéficiaire n'était pas sur place.	Non applicable
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution de la DRP	Violations constatées lors de la passation : sans objet les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées. Absence tenue comptabilité matières	Non applicable
15	Conclusion	Globalement, la procédure de passation de la DRP n'est pas conforme aux dispositions du décret 2007-547. La phase exécution s'est bien déroulée à l'exception de l'absence de la tenue d'une comptabilité matière.	Procédures DRP prévues par le décret 2007-545 non appliquées

ANNEXE 4 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) 4

Points de vérification

Références de la DRP (Nom/N°/Date) : néant

Objet de la DRP : achat d'un scanner couleur

Montant de la DRP : 352 890

Références du titulaire : WPC, point E Rue F Angle 2 bis, Tél : 33 864 44 41

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation des Marchés	
2	Publicité	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
6	Procédure d'ouverture des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
8	Documents contractuels	Bon de commande du 18/02/2008 avec absence mention délai livraison ; Pour le contrat : sans objet : seule facture définitive	2

		exigée	
9	Exécution du contrat	Absence existence d'un bordereau de livraison et non production d'un PV de réception	3
10	Paielements	La facture a été payée par chèque n° 8055363 du 22/02//08.	1
11	Compétitivité des prix	-	
12	Recours et litiges	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
13	Vérification de l'exécution physique	La vérification n'a été pas été effectuée car la personne bénéficiaire n'était pas sur place.	Non applicable
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution de la DRP	Violations constatées lors de la passation : sans objet ; les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées. Au niveau de l'exécution : pas de bon de livraison ni de PV de réception ; Absence tenue comptabilité matières et défaut précompte TVA.	Non applicable
15	Conclusion	Globalement, la procédure de passation de la DRP n'est pas conforme aux dispositions du décret 2007-547. Au niveau de l'exécution : pas de bon de livraison ni de PV de réception ; Absence tenue comptabilité matières et défaut précompte TVA.	Procédures DRP prévues par le décret 2007-545 non appliquées

ANNEXE 4 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) 5

Points de vérification

Références de la DRP (Nom/N°/Date) : néant

Objet de la DRP : achat deux photocopieuses.

Montant de la DRP : 2 975 001

Références du titulaire : MASTER OFFICE, Av Georges Pompidou, Tél : 33 849 06 66

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation des Marchés	
2	Publicité	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
6	Procédure d'ouverture des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable

8	Documents contractuels	Bon de commande du 04/11/2008 avec absence mention délai livraison ; Pour le contrat : sans objet, seule facture définitive exigée	2
9	Exécution du contrat	Facture définitive non jointe à la liasse ; Absence d'un bordereau de livraison et non production d'un PV de réception	3
10	Paielements	La facture a été payée par chèque n° 3928921 du 07/11/2008.	1
11	Compétitivité des prix	-	
12	Recours et litiges	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
13	Vérification de l'exécution physique	La vérification a été effectuée.	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution de la DRP	Violations constatées lors de la passation : sans objet ; les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées. Au niveau de l'exécution : facture définitive non jointe, pas de bon de livraison ni de PV de réception ; Absence tenue comptabilité matières et défaut précompte TVA.	Non applicable
15	Conclusion	Globalement, la procédure de passation de la DRP n'est pas conforme aux dispositions du décret 2007-547. Au niveau de l'exécution : facture définitive non jointe, pas de bon de livraison ni de PV de réception ; Absence tenue comptabilité matière et défaut précompte TVA	Procédures DRP prévues par le décret 2007-545 non appliquées

ANNEXE 4 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) 6

Points de vérification

Références de la DRP (Nom/N°/Date) : néant

Objet de la DRP : achat divers matériels et consommables informatiques (4 commandes séparées).

Montant de la DRP : 4 918 541

Références du titulaire : WPC, Point E Rue F Angle 2 bis, Tél. : 33 864 44 40,

Fax : 33 864 44 41

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation des Marchés	
2	Publicité	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
6	Procédure d'ouverture des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable

8	Documents contractuels	Bons de commande n° 16 ; 21 ; 37 et 42 avec absence mention délai livraison ; Pour le contrat : sans objet, seules factures définitives exigées	2
9	Exécution du contrat	Factures définitives produites au même titre que les bordereaux de livraison. Par contre un PV de réception sur deux requis est produit.	2
10	Paielements	Les factures ont fait l'objet d'un paiement groupé par chèque n° 8060627 le 22/10/08. Un retard d'au moins 2 mois a été noté sur chaque facture.	2
11	Compétitivité des prix	-	
12	Recours et litiges	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
13	Vérification de l'exécution physique	La vérification a porté sur un ordinateur et deux imprimantes.	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution de la DRP	Violations constatées lors de la passation : sans objet ; les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées ; Au niveau de l'exécution : non production d'un PV de réception normalement requis, absence tenue comptabilité matières et retard de plus de deux mois sur le paiement et défaut précompte TVA.	Non applicable
15	Conclusion	Globalement, la procédure de passation de la DRP n'est pas conforme aux dispositions du décret 2007-547. Au niveau de l'exécution : non production d'un PV de réception normalement requis, absence tenue comptabilité matières et retard de plus de deux mois sur le paiement et défaut précompte TVA.	Procédures DRP prévues par le décret 2007-545 non appliquées .

ANNEXE 4 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP) 7

Points de vérification

Références de la DRP (Nom/N°/Date) : néant

Objet de la DRP : achat d'une imprimante et divers consommables de bureaux

Montant de la DRP : 195 000

Références du titulaire : CONNECTIS HOUSE, 93 rue Amadou Assane NDOYE x
Rue Mass Diokhané, Tél : 33 821 12 54, Fax : 33 842 91 58

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Les DRP ne sont pas inscrites dans le Plan de Passation des Marchés	
2	Publicité	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
6	Procédure d'ouverture des offres	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable

8	Documents contractuels	Bons de commande n° 48/08 du 23/05/08 établi seulement pour l'imprimante pour (85 000) avec absence mention délai livraison ; Pour le contrat : sans objet : seules factures définitives exigées	2
9	Exécution du contrat	Facture définitive non jointe à la liasse pour l'imprimante ; pas de bordereau de livraison. Par contre, pour les 2 autres commandes, seules les factures pro forma sont jointes.	3
10	Paielements	Les factures ont fait l'objet d'un paiement groupé par chèque n° 8067455 du 26/05/08.	1
11	Compétitivité des prix	-	
12	Recours et litiges	Sans objet : les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées.	Non applicable
13	Vérification de l'exécution physique	Vérification non initiée.	
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution de la DRP	Violations constatées lors de la passation : sans objet ; les dispositions du décret 2007-545 ne sont pas appliquées ; Au niveau de l'exécution : facture définitive non jointe pour l'imprimante, absence tenue comptabilité matière ; paiement de deux commandes de 40 000 et 70 000 chacune sur base factures pro forma et défaut précompte TVA.	Non applicable
15	Conclusion	Globalement, la procédure de passation de la DRP n'est pas conforme aux dispositions du décret 2007-547. Au niveau de l'exécution : facture définitive non jointe pour l'imprimante, absence tenue comptabilité matières ; paiement de deux commandes de 40 000 et 70 000 chacune sur base factures pro forma et défaut précompte TVA.	Procédures DRP prévues par le décret 2007-545 non appliquées

ANNEXE 5 : MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE (ED)

NEANT

**ANNEXE 6 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION
DE MARCHES**

Points de vérification

Nom de l'Autorité contractante : Agence Nationale de l'Aviation Civile du Sénégal
(ANACS)

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)				
Appel d'offres restreint (AOR)				
Prestations intellectuelles (PI)				
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	7	10 839 062	7	10 839 062
Entente directe (ED)				
TOTAL				
			100%	100%

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation ¹
1.	Plan de passation de marchés	Oui, le plan de passation de marchés est exhaustif. Aucun marché n'a été passé en 2008.	1
2.	Avis général de passation de marchés	L'avis général de passation de marchés n'a pas été publié.	3
3.	Demande de Renseignements de Prix (DRP)	Les dispositions du décret 2002-550 ont été appliquées.	Non applicable
4.	Délais de passation des marchés	Aucun marché n'a été passé en 2008.	Non applicable
5.	Procès verbaux d'ouverture de plis	Aucun marché n'a été passé en 2008.	Non applicable
6.	Publications des attributions	Aucun marché n'a été passé en 2008.	Non applicable
7.	Recours	Aucun marché n'a été passé en 2008.	Non applicable
8.	Gestion des marchés	Aucun marché n'a été passé en 2008.	Non applicable
9.	Archivage des dossiers	Il n'existe pas un dispositif de classement et d'archivage des dossiers de marchés en l'absence de la cellule de passation. Seuls les documents de la comptabilité sont disponibles.	2
10.	Violations de la réglementation	Les dispositions de l'ancien ont été appliquées. Toutefois, nous avons relevé au niveau de l'exécution les violations suivantes : Absence tenue comptabilité matières ; PV réception non établis pour	3

¹ Notes de 1 à 3 : 1 = Performance satisfaisante ; 2 = performance moyenne (risque moyen) ; 3 = Performance non satisfaisante (haut risque) ;

		certaines achats et non précompte de la TVA.	
11.	Conclusion	Les dispositions du nouveau code ne sont pas appliquées. Ce qui constitue un facteur de risque élevé pour l'agence.	3

ANNEXE 7 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Points de vérification

Nom de l'Autorité contractante : Agence Nationale de l'Aviation Civile du Sénégal
(ANACS)

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation ²
1.	Commission des Marchés	Non, la commission des marchés de 2007 a été reconduite. Les copies des actes de nomination et de la charte de transparence et d'éthique non produites en raison de la non application du nouveau décret.	3
2.	Cellule de passation des marchés	La Cellule de passation des marchés n'a pas été créée en 2008, prérogative dévolue à la tutelle	3
3.	Capacités en matière de passation de marchés	la commission n'a pu statuer en raison de l'absence de marchés en 2008. Les divers intervenants n'ont reçu aucune formation au nouveau code des marchés d'où l'urgence de mettre en place la cellule de passation des marchés qui est chargée, entre autres, de piloter l'aspect formation.	3
4.	Conclusion	l'organisation institutionnelle en matière de passation n'est pas conforme avec les dispositions du code. la commission n'a pas été nommée conformément à la législation et les divers intervenants n'ont pas été formés.	3

² Notes de 1 à 3 : 1 = Performance satisfaisante ; 2 = performance moyenne (risque moyen) ; 3 = Performance non satisfaisante (haut risque) ;

ANNEXE 8 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES ANACS

Directeur Général	Mathiaco BESSANE
Directeur du Contrôle et de la Sécurité	Pape Issa MBENGUE
Directeur Administratif et Financier	Diaguila FAYE
Contrôleur de gestion	Mme Fatimata DIAW
Chef Service Financier et Comptable Mme	Mame Khoudia MBAYE
Spécialiste en passation des marchés	Mouhamed Kabir NDOYE
Chef Informatique, Logistique et Documentation	Bocar BA
Informaticien	Coutaille BA